

58% des cadres solidaires pour l'action du 19 mars !

La sympathie des cadres pour la mobilisation du 29 janvier avait été remarquée, de même que la participation de nombre d'entre eux aux grèves et aux manifestations. La tendance semble se confirmer et s'amplifier pour le mouvement du 19 mars.

58%, c'est la proportion de cadres qui soutiennent ce mouvement social, avec 73% dans le public et 48% dans le privé. Elle atteint 68% chez les cadres dont le salaire est inférieur à 3 000€, soit la majorité dans nos entreprises et de 52% pour ceux dont le revenu est plus élevé.

85% des cadres interrogés pensent que les mouvements sociaux vont être de plus en plus importants en 2009. Soucieux sur l'avenir, du pouvoir d'achat et du maintien des emplois, 73% des cadres pensent que le niveau de vie va se dégrader et 92% d'entre eux que le chômage va augmenter.

C'est donc tout naturellement que les cadres du secteur des activités postales et des télécommunications se retrouveront dans le mouvement du 19 mars, par la grève et dans les manifestations. Ils revendiqueront des augmentations générales des salaires, un véritable 13^{ème} mois (hors primes aléatoires), la prise en compte de leurs compétences dans la gestion de l'organisation du travail. Bref, ils montreront qu'ils sont socialement responsables !

d'après
SPINGAT**Branche Poste****Un encouragement à amplifier la mobilisation**

Une nouvelle fois, c'est par la presse que la CGT est informée de la publication d'un document de travail daté du 6 janvier, relatif à un projet de loi prévoyant la transformation de la Poste en Société Anonyme.

L'Etat et La Poste emploient toujours la même méthode: distiller des informations pour susciter des réactions, confirmant leur fébrilité sur ce dossier.

Nous y voyons dans ces manœuvres et ce déni de démocratie, un encouragement à amplifier, sans attendre et sous toutes les formes, la mobilisation des postiers, de la population et des élus pour assurer l'avenir du service public postal et des postiers.

Après le 23 septembre, le 22 novembre et le 29 janvier, la CGT appelle à s'inscrire, dans la journée d'action interprofessionnelle unitaire du 19 mars.

Respecter notre déontologie

Les commerciaux Enseigne dénoncent à travers une pétition nationale, les conditions de travail et les pressions aux objectifs imposés par la direction. Ce harcèlement empêche les commerciaux d'exercer leur métier en respectant la déontologie. Jongler entre outils et procédures archaïques et les injonctions pour pousser la vente sur certains produits inadaptés aux clients, poussent en permanence à la faute.

La multiplication des procédures disciplinaires et des sanctions prononcées servent à la direction pour réorganiser et réduire les effectifs.

Les revendications sont claires : garder le métier de conseil, avoir plus de moyens humains et matériels, respect des règles déontologiques, reconnaissance professionnelle, arrêt de toutes procédures disciplinaires.

Branche Télécoms**SFR : dividendes contre salaires**

Cette entreprise qui génère un CA de 9,3 milliards d'€ pour une masse salariale de 465 millions d'€ a grassement servi les actionnaires en 2008 avec 1,5 milliards d'euros de dividendes.

Et pour 2009 la direction annonce une hausse des dividendes de 7% ! Toujours plus même en temps de crise !

Doit-on s'étonner de voir dans ces conditions les négociations salariales patiner ? La CGT demande à la direction de revenir à la table des négociations car aucune organisation syndicale n'est prête à signer pour les miséreux 2,2% d'augmentation qui constitue la dernière proposition de la direction.

Les moyens existent pour reconnaître les qualifications et pour rehausser tous les niveaux de la grille de rémunération.

France Télécom : toujours plus !

Après TOP en 2002, NEXT en 2005... attachez les ceintures et serrez-les bien en 2009 ! Une stratégie à court terme, sans vraie planification, c'est ce que semblent indiquer les déclarations du PDG : nous devons avoir désormais une conduite sportive ! Vu le contexte socio-économique on ne veut pas annoncer de nouveau plan de réduction des effectifs, mais les revendications sociales sont toujours là.

La CGT demande :

- l'attribution immédiate d'une prime équivalente à un mois de salaire pour tous les salariés,
- l'ouverture de négociations portant sur l'augmentation générale des salaires,
- l'instauration du 13^{ème} mois,
- l'arrêt immédiat de toutes suppressions d'emplois et le recrutement massif de jeunes,
- l'investissement pour un réseau fibre optique dans chaque foyer sur tout le territoire.

Échos

Un premier recul mais une même logique !

Les organisations syndicales réclament un moratoire sur les 30 000 suppressions d'emplois de Fonctionnaires programmées. Le gouvernement entend, lui, maintenir cet objectif.

Cependant, il a annoncé le gel de la suppression de postes dans les universités. Cela marque une première brèche dans la politique de réduction du nombre de fonctionnaires. Pour la Cgt, « c'est un *frémissement*. Néanmoins, si le gouvernement exonère les universités mais maintient le volume global annoncé, il fera porter sur d'autres secteurs de la Fonction Publique des coupes plus importantes. »

La CGT juge la réponse gouvernementale « *parcellaire et inacceptable* ».

Profiteurs

Renault invente le travail gratuit !

Renault a annoncé lundi sa volonté d'assurer l'indemnisation du chômage partiel à hauteur de 100% du salaire net des agents de production et de maîtrise, notamment en sollicitant les cadres et ingénieurs qui devront abonder un fond par des jours de RTT.

Avec le nouveau dispositif à l'étude, qui sera à l'ordre du jour d'une nouvelle réunion avec les syndicats le 10 mars, les agents de production et de maîtrise toucheront 100% de leur salaire net grâce à un "fonds de gestion de crise" alimenté en jours de RTT. Les cadres ne doivent pas être mis à contribution en lieu et place de l'entreprise ! Renault profite de la crise sur le dos des cadres !

Responsabilité sociale d'entreprise ?

Non seulement les représentants patronaux de la branche des télécoms refusent de revoir leurs propositions misérables de revalorisation des minima salariaux qui n'ont trouvé la signature d'aucun syndicat, mais en plus ils entendent continuer dans leur logique de suppressions massives d'emplois déjà mise en œuvre (2 600 sur 2 ans pour SFR, 22 000 sur 3 ans pour France Télécom, etc) ; dans leur logique de non réponses aux revendications salariales, à l'image de SFR où les propositions misérabilistes de la direction n'ont trouvé aucune organisation syndicale pour signataire.

Loin de participer à l'effort de relance de la consommation pour sortir de la crise économique nos dirigeants ne semblent viser que les profits à court terme, quitte à sacrifier l'emploi, les investissements et la viabilité sur le long terme des entreprises.

Le 19 mars sera une nouvelle occasion pour rappeler à nos dirigeants nos revendications et donner un contenu à la « responsabilité sociale d'entreprise ».

International

Irlande : manif monstre contre le plan d'austérité

L'Irlande a été le premier pays en Europe à entrer en récession.

Le gouvernement annonce des coupes budgétaires et un plan d'austérité drastique.

Les syndicats dénoncent des mesures injustes qui privilégient la stabilisation des finances publiques au détriment de l'emploi et du renouvellement économique.

A l'appel de ces syndicats, plus de 120 000 personnes, essentiellement des fonctionnaires, ont manifesté, le samedi 21/02 à Dublin contre la politique gouvernementale.

La situation sociale est explosive et les syndicats appellent des actions continues.

Au delà de la mobilisation des fonctionnaires, ils invitent tous les salariés du privé et les chômeurs à rejoindre la mobilisation.

Rejoignez l'Union Fédérale des Cadres CGT sur son site www.cgt-fapt.fr

Échos

Fonction publique : le 19, on y sera tous !

Les fédérations de fonctionnaires de la CGT, la CFDT, la CFTC, la CFE-CGC, FO, FSU, Solidaires et l'Unsa ont estimé que les réponses apportées par le président de la République Nicolas Sarkozy à leurs revendications "restent loin des attentes et des exigences portées par la mobilisation du 29 janvier". [...] *Aucune des revendications des personnels n'a été prise en compte.*, affirment les syndicats de la Fonction publique qui ont notamment demandé un "moratoire" des 30.000 suppressions d'emplois prévues en 2009 dans le cadre de la réforme de l'Etat (RGPP) et une revalorisation "significative" du point d'indice, base de calcul des salaires des fonctionnaires. Ils appellent les fonctionnaires à la mobilisation le 19 mars.

Négociations salariales

La Poste doit redistribuer

Les négociations salariales se sont engagées à la Poste le 5 mars. La CGT veut des mesures d'urgence du gouvernement et de la Poste pour améliorer le pouvoir d'achat et revaloriser les salaires :

- versement immédiat de 400 € pour tout le personnel du groupe La Poste au titre des résultats 2008. C'est l'équivalent par agent du dividende que doit percevoir l'Etat après avoir déjà perçu 141 millions en 2008.

- revalorisation de toutes les grilles salariales sur la base d'un SMIC à 1600 € bruts pour un salarié sans diplôme, sans qualification et sans expérience professionnelle.

C'est ce qu'ont exigé les postiers qui étaient en grève le 29 janvier. La Poste doit entendre ce mécontentement et redistribuer aux postiers les richesses qu'ils ont créées.

France Télécom doit entendre les cadres !

Les négociations salariales à FTSA vont démarrer le 12 mars. Ces négociations concernent tous les cadres, car la mise en place du salaire global annuel amène de fait une gestion identique quelque soit le statut.

L'an dernier, toutes les organisations syndicales demandaient en début de négociations, qu'il y ait des augmentations générales pour tous. In fine, la direction a refusé ce type d'augmentation pour les cadres, ce qui n'a pas empêché la CFDT, la CFTC, FO et SUD de signer l'accord ! Seules la CGT et la CGC ont refusé de signer l'accord 2008.

Nous porterons la revendication d'un treizième mois pour tous, c'est-à-dire un mois de salaire supplémentaire qui ne vient pas en remplacement des rémunérations aléatoires (intéressement, participation, primes).

Égalité

Un 21 mars important

La CGT est fortement engagée dans le combat contre toutes les formes de racisme. Sur fond de crise et de précarisation au travail, d'accroissement de la misère, du chômage, le gouvernement ne favorise pas l'expression des solidarités mais au contraire la recherche d'un bouc émissaire. Le patronat, quant à lui, poursuit l'intérêt qu'il a à diviser les salariés, pour réaliser toujours plus de profits, et favoriser leur mise en concurrence.

Combattre le racisme passe par l'éradication ou l'élimination des discriminations et des exclusions qui frappent aujourd'hui des millions de personnes. En matière d'emploi, de logement, de citoyenneté, une autre politique s'impose.

La CGT appelle à faire du 21 Mars, une journée internationale contre le racisme, une journée d'action et de manifestation.